



Arrêt

n° 194 552 du 31 octobre 2017
dans l'affaire X / V

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître J.-Y. CARLIER
Rue des Brasseurs 30
1400 NIVELLES

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA Ve CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 26 juin 2017 par X, qui déclare être de nationalité rwandaise, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 23 mai 2017.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 8 août 2017 convoquant les parties à l'audience du 12 septembre 2017.

Entendu, en son rapport, G. de GUCHTENEERE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante représentée par Me O. TODTS *loco* Me J.Y. CARLIER, avocats, et Mme Y. KANZI, attachée, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de « *refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire* », prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est libellée comme suit :

« A. *Faits invoqués*

Selon vos dernières déclarations, vous êtes de nationalité rwandaise et d'ethnie hutu (père hutu et mère tutsi). Vous êtes né le 12 mars 1995 à Kigali et avez toujours résidé dans la capitale rwandaise. Votre père, [S. L.] (CG: [...]), est actif depuis plusieurs années dans des partis d'opposition rwandais. Il a d'abord milité dans le parti de Faustin Twagiramungu et est ensuite devenu membre du parti Forces Démocratiques Unifiées - Inkingi (FDU) de Victoire Ingabire.

A partir de 2010, votre père connaît des problèmes avec les autorités rwandaises en raison de ses activités politiques. Il est arrêté à plusieurs reprises entre 2010 et 2011, soupçonné également d'avoir participé au lancement de grenades sur la ville de Kigali. Votre mère, [M. O.] (CG; [...]), est également arrêtée et détenue durant trois jours, interrogée au sujet de votre père. Fin 2010, votre père est arrêté et disparaît. Votre mère décide de fuir en Ouganda avec vous et vos frères et sœurs. Avec l'aide du beau-frère de votre père, vous franchissez la frontière rwando-ougandaise et trouvez refuge dans une famille ougandaise à Kampala. Peu de temps après, votre père, que vous pensiez mort, vous rejoint. Vos parents organisent votre départ pour l'Europe et vous embarquez vous et votre sœur [S. T.] pour un vol à destination de la Belgique. Vous êtes alors âgé de quatorze ans.

Le 14 février 2011, votre sœur [S. T.], alors majeure, introduit une demande d'asile auprès de l'Office des étrangers. Vos parents, [S. L.] et [M. O.] vous rejoignent quelques temps plus tard et introduisent à leur tour une demande d'asile en date du 21 février 2011. Le 2 février 2015, le Commissariat général prend à leur encontre une décision de refus de reconnaissance du statut de réfugié et de refus d'octroi de la protection subsidiaire. Cette décision est confirmée par le Conseil du contentieux des étrangers dans son arrêt n°151 799 du 4 septembre 2015. Cet arrêt concerne votre père ([S. L.], CG [...]), votre mère ([M. O.], CG [...]) et votre sœur ([S. T.], CG [...]).

Devenu majeur, vous introduisez une demande d'asile le 26 août 2016. Ce même jour, sans être retournée au Rwanda, votre sœur [S. T.] introduit une seconde demande d'asile, basée sur les motifs précédents. A l'appui de cette nouvelle demande, elle présente la copie du laissez-passer de votre mère, l'original d'un avis de recherche au nom de votre père, l'original de l'acte de décès de [N. P.] et l'original de l'acte de décès de [R. R.]. Le 22 mars 2017, votre mère introduit une seconde demande d'asile, basée sur les motifs précédents. Elle introduit à l'appui de sa demande les copies des documents déposés par votre sœur, une carte d'identité ainsi un certificat de baptême (sic). Votre père, dont la demande de régularisation a été acceptée, refuse quant à lui d'introduire une seconde demande d'asile.

B. Motivation

Après avoir analysé votre dossier, le Commissariat Général est dans l'impossibilité de conclure qu'il existe, en votre chef, une crainte de persécution au sens de la Convention de Genève de 1951, ou un risque réel de subir des atteintes graves telles que définies dans le cadre de la protection subsidiaire. D'emblée, relevons que vous liez votre demande d'asile à celle de votre père, [S. L.] (CG ; [...]), votre crainte à l'égard des autorités rwandaises étant uniquement liée aux activités politiques de ce dernier. Or, une décision négative a été prise par le Commissariat général dans son dossier, décision libellée comme suit :

Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité rwandaise, d'ethnie Hutu. Né le 12 août 1943, vous avez étudié jusqu'en 4^e année secondaire et étiez aide entrepreneur au moment de votre départ du Rwanda. Vous êtes marié à [M. O.] (CG : [...]) et êtes père de onze enfants dont deux sont ici en Belgique – [S. T.] (CG : [...]) et [S. W.]. De 1991 à 2003, vous êtes membre du Mouvement Démocratique Républicain (MDR). En septembre 2009, vous adhérez aux Forces Démocratiques Unifiées (FDU-Inkingi). Vous êtes actuellement membre du Rwanda Initiative Dream (RDI Rwanda Rwiza). En janvier 2010, vous allez accueillir Madame Ingabire au mémorial du génocide à Gisozi. A votre retour chez vous dans la soirée, vous apprenez de votre épouse que des personnes qui se sont présentées comme des agents du service de renseignements sont venues à votre recherche. Votre femme ayant été maltraitée, vous la conduisez dans un centre médical où elle est soignée. Le 25 janvier 2010, des grenades sont lancées sur la ville de Kigali. Le lendemain matin, les autorités se présentent à votre domicile et le saccagent à la recherche d'armes. Accusé de lancer des grenades à la demande de Madame Ingabire et de Monsieur Twagiramungu, vous êtes placé en détention au cachot de Kacyiru. Vous y êtes maltraité et il vous est demandé de révéler l'identité des personnes avec qui vous collaborez ainsi que l'endroit où sont cachées les armes. A l'issue de trois semaines, vous êtes libéré après qu'un voisin, ami du secrétaire exécutif, ait payé la somme de 200.000 francs rwandais. En mars 2010, des grenades sont à nouveau lancées sur la capitale rwandaise. Les autorités se présentent à votre domicile à votre recherche mais vous êtes absent. Elles se représentent une seconde et une troisième fois. En votre absence, elles procèdent à l'arrestation de votre épouse et la placent en détention au cachot de Kacyiru. Vos enfants avertissent alors votre voisin [F. M.] qui se rend chez le secrétaire exécutif pour lui expliquer votre innocence ainsi que celle de votre épouse. Après lui avoir remis une somme d'argent, votre femme est libérée trois jours plus tard et vous rejoint avec vos enfants à Muhima. En octobre 2010, vous voyagez en France avec votre épouse en vue de participer au

baptême de votre petit-fils. Le 14 octobre 2010, vous rentrez au Rwanda. A votre retour, les autorités se présentent à votre domicile de Muhima et procèdent à la fouille de vos valises. Vous êtes accusé d'avoir ramené des grenades et des lettres d'opposants politiques pour Madame Ingabire. Les autorités confisquent vos passeports ainsi que vos téléphones. Le 28 novembre 2010, votre petit frère [P.] ainsi que [B. L.], que vous aviez sollicité pour sensibiliser pour les FDU, rendent visite au secrétaire général des FDU, Sibomana Sylvain, afin de voir comment ils peuvent faire parvenir de l'argent à Madame Ingabire en prison. A leur retour, votre petit frère est assassiné tandis que [B. L.] est porté disparu. Votre frère est enterré au cimetière de Gacuriro. Le 8 décembre 2010, des agents de la DMI procèdent à votre arrestation à votre domicile de Muhima. Vous êtes emmené bras ligotés et yeux bandés dans un cachot situé dans une maison à Rebero. Sur place, vous êtes maltraité et violenté. Deux semaines plus tard, votre ami [R.], un Ougandais résidant à Kigali et ayant des contacts parmi les hauts placés du régime vous fait sortir moyennant la somme de un million de francs rwandais. Il vous amène chez lui où vous restez une semaine afin de vous faire soigner. Le 26 décembre 2010, vous quittez le Rwanda muni d'un laissez passer. Vous arrivez en Ouganda où vous séjournez jusqu'au 19 février 2011 aux côtés de votre épouse et de cinq de vos enfants. Vos enfants [S. T.] et [S. W.] quittent l'Ouganda pour rejoindre la Belgique dès le 12 février. Vous et votre femme arrivez en Belgique le 20 février 2011. Vous introduisez votre demande d'asile le lendemain.

Après avoir analysé votre dossier, le CGRA n'est pas convaincu que vous avez quitté votre pays en raison d'une crainte fondée de persécution au sens défini par la Convention de Genève de 1951 ou en raison d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire. Plusieurs éléments compromettent en effet la crédibilité de vos déclarations.

Premièrement, le CGRA relève plusieurs éléments qui l'empêchent de croire à votre engagement politique au Rwanda et en Belgique. Tout d'abord, en ce qui concerne votre implication au sein des FDU, vous dites avoir été sensibilisé par [I. M.], le neveu de votre tante résidant en France. Or, interrogé sur l'implication de celui-ci au sein des FDU, vous vous limitez à dire qu'il collabore avec ce parti et les gens de Belgique sans être en mesure de préciser son rôle et sa fonction dans le parti (rapport d'audition du 20 janvier 2015, p.24). Or, s'agissant de la personne qui vous a convaincu d'adhérer à ce parti, vos méconnaissances jettent déjà une lourde hypothèque sur votre adhésion à celui-ci. Ce constat est d'autant plus fort que vous avez rencontré Monsieur [I. M.] en France lors du baptême de votre petit-fils. Que vous ne vous soyez pas entretenu plus en profondeur à ce sujet dénote d'un désintérêt de votre part à ce sujet. Confronté à ce sujet, vous répondez ne pas avoir trop parlé de cela car le parti stagnait et qu'il ne vous intéressait plus vraiment. Ensuite, interrogé sur le parti, vous êtes dans l'incapacité de révéler le nom complet de celui-ci, à savoir FDUInkingi et ne connaissez pas la devise du parti. Vous ne connaissez l'identité d'aucun cadre du parti hormis le secrétaire général, Sylvain Sibomana. Vous ne connaissez pas le nom de la trésorière, ni celui de son porte-parole ou encore celui du représentant de la jeunesse (rapport d'audition du 20 janvier 2015, p.29-31). Questionné sur les démarches qui ont été faites pour que le parti soit agréé, vous dites l'ignorer et si vous avez connaissance du souhait de Madame Ingabire de tenir un congrès constitutionnel, vous n'avez par contre pas connaissance du fait qu'un congrès était prévu et a été annulé (idem, p.30). Vos méconnaissances ne traduisent pas une réelle implication dans ce parti. D'ailleurs à ce propos, vous expliquez que vous ne participiez pas aux réunions des FDU au Rwanda et que vous n'avez participé à aucune manifestation. Vous précisez que vous y envoyiez votre petit frère ainsi que [B. L.] (idem, p.30). Vous n'avez, à ce titre, pas manifesté le 24 juin 2010 pour que les partis d'opposition soient agréés au Rwanda. Enfin, hormis Sibomana Sylvain, vous ne connaissez l'identité d'aucun cadre du parti inquiété ou arrêté au Rwanda (idem, p.31- 32). L'ensemble de ces éléments empêche de croire que vous avez adhéré à ce mouvement. Quoi qu'il en soit, à considérer votre adhésion établie quod non, le très faible niveau d'implication que vous alléguiez – vous deviez sensibiliser mais avez décidé de ne pas vous montrer et de donner ce rôle à votre frère pour ne pas être visible- est incompatible avec l'acharnement de la part des autorités que vous décrivez (idem, p.28). Confronté à cela, vous répondez que les autorités savaient que vous deviez aider les politiciens. A la question de savoir comment les autorités pouvaient avoir connaissance de votre sympathie pour les FDU dès lors que vous n'étiez pas visible, vous répondez que vous étiez membre du MDR en 2003 et qu'elles ont continué de vous poursuivre (idem, p.28). Or, cette explication n'est pas convaincante dans la mesure où vous déclarez ne plus jamais avoir eu de problèmes au Rwanda depuis le départ de Faustin Twagiramungu en 2003 (idem, p.27). De surcroît, il ressort de vos propos que depuis votre arrivée en Belgique en février 2011, vous n'avez pas pris contact avec le parti et n'avez participé à aucun (sic) activité de celui-ci. Vous ne connaissez aucun cadre du parti hormis Joseph Bukeye dont vous ignorez la fonction de vice-président. Vous n'avez pas connaissance du fait que le parti délivre des cartes de membres en Belgique (rapport d'audition du 20 janvier 2015, p.24-25). Or, dès lors que vous fondez votre crainte de persécution sur

vous engagement pour ce parti au Rwanda, le CGRA n'estime pas crédible que vous n'ayez pris la peine de vous renseigner un tant soit peu sur le fonctionnement de ce parti en Belgique. Confronté à votre comportement désinvolte, vous répondez que le parti connaissait des dissensions et que cela vous a découragé. Or, interrogé sur la teneur de ces dissensions, vous vous montrez dans l'incapacité de livrer un commencement d'explication de sorte que votre explication est inopérante (idem, p.31).

En ce qui concerne votre appartenance au MDR, vous déclarez avoir adhéré au parti en 1991 et avoir aidé Faustin Twagiramungu dans son travail de sensibilisation (rapport d'audition du 20 janvier 2015, p.28). Or, à nouveau, vos déclarations ne convainquent pas de votre réelle implication dans le parti. Ainsi, interrogé sur les cadres du parti, vous vous limitez à citer un certain Uwajihoro qui aurait remplacé Monsieur Twagiramungu suite (sic) son départ. Vous ne citez aucun membre du comité directeur et ne connaissez ni le nom du trésorier ni celui du secrétaire du parti. Vous ne connaissez pas la devise du parti (idem, p.28-29). A nouveau, vos méconnaissances du parti ne traduisent pas un niveau d'implication tel qu'il pourrait justifier que les autorités rwandaises vous poursuivent jusqu'à ce jour (idem, p.28). Ce constat est d'autant plus fort qu'il ressort de vos propos que vous n'avez jamais été inquiété par les autorités entre 2003 et 2010. Ainsi, à supposer vos activités pour le MDR établies, quod non, le fait d'avoir vécu sans connaître de problèmes durant sept années démontre à suffisance le manque d'actualité de votre crainte en rapport avec ces activités.

En ce qui concerne votre supposée adhésion au nouveau parti de Faustin Twagiramungu, le RDI Rwanda Rwiza, vos déclarations manquent à nouveau de consistance de telle manière qu'elles ne convainquent pas le CGRA de votre réelle adhésion. Tout d'abord, il convient de relever que Monsieur Twagiramungu, dans le témoignage que vous déposez à votre dossier, ne mentionne nullement votre appartenance à son parti. Une telle omission fait déjà peser une lourde hypothèque sur la réalité de votre adhésion. Ensuite, vous ne connaissez aucun responsable de ce parti, vous n'en connaissez pas la devise, ni le nombre de membres que compte le parti. Vous expliquez votre ignorance par le fait que ces informations n'avaient pas encore été livrées depuis 2011, que le parti travaille en cachette et que seul le nom du parti était connu. Or, il ressort des informations objectives versées à votre dossier, que ce parti dispose d'un site internet officiel - <http://www.rdirwandarwiza.com/extra-view/ourmission/> - et que sur celui-ci figure la devise du parti « Truth- Justice- Liberty », son symbole, ses couleurs, à savoir rouge, blanc, vert. Ce site internet révèle également l'identité des responsables du parti dont Jean Marie Mbonimpa, Executive secretary, Marie Mukamwiza, Commissioner for Social Affairs, Vincent Uwineza, Commissioner for Southern African States et Rukundo Alphonse, Commissioner for France. Ces informations, disponibles sur un site public, démentent donc vos allégations selon lesquelles rien n'a encore été dévoilé. Votre méconnaissance des informations les plus élémentaires concernant ce parti jettent le discrédit sur votre adhésion à celui-ci. De plus, si vous soutenez avoir participé à trois réunions, vous vous révélez dans l'incapacité de livrer ce qui s'y est dit hormis le fait que Monsieur Twagiramungu voulait faire agréer son parti au Rwanda et voulait continuer son travail de sensibilisation afin de chercher des adeptes et créer un comité. Le caractère vague de vos propos empêche de croire à votre participation à ces réunions et à l'intérêt réel que vous portez à ce parti. Quoi qu'il en soit, vous précisez que ce parti travaille en cachette et cache ses partisans. Par conséquent, vous ne livrez aucune indication du fait que les autorités rwandaises seraient au courant de votre adhésion à ce parti d'opposition et n'apportez aucun élément tangible qui pourrait fonder, dans votre chef, une crainte de persécution.

Deuxièmement, le CGRA relève de nombreuses contradictions et invraisemblances qui l'empêchent de croire aux persécutions que vous dites avoir subies. Ainsi, vous déclarez avoir été arrêté le 26 janvier 2010 et avoir été accusé d'avoir lancé des grenades sur la ville de Kigali, à la demande de Madame Ingabire. Selon vos propos, vous avez été placé en détention durant trois semaines, avez été violemment battu et avez fait l'objet de nombreux interrogatoires. A propos de cette première détention, il convient de souligner que vos déclarations entrent en contradiction avec celle de votre fille [S. T.]. Ainsi, vous expliquez que votre première arrestation a eu lieu au moment où des grenades ont été lancées sur la ville de Kigali (rapport d'audition du 20 janvier 2015, p. 15). Or, votre fille [S. T.] fournit une version sensiblement différente en déclarant que la première fois que vous avez été emprisonné, c'était suite à votre retour de voyage en France que vous situez en octobre 2011, parce qu'on vous soupçonnait d'avoir rencontré des opposants en Europe. Elle déclare que vous avez été détenu moins d'une semaine (audition de [S. T.] du 20 janvier 2015, p. 7-9). En outre, alors que vous déclarez que vos enfants étaient au courant de votre détention et avoir reçu la visite de [S. T.] et [S.] à deux reprises au cachot de Kacyiru, et alors que vous précisez qu'elles venaient vous apporter de la nourriture, [S. T.] soutient qu'elle ne savait pas où vous étiez détenu et ne vous avoir donc pas rendu visite. Confronté à ce sujet, vous n'apportez aucune explication convaincante et répondez qu'elle l'a peut-être oublié

(rapport d'audition du 20 janvier 2015, p.18). De telles contradictions qui portent sur les persécutions que vous et votre famille auriez subies en raison de vos activités politiques confortent le Commissariat général dans sa conviction que vous n'avez pas relaté devant lui les réelles raisons de votre départ du Rwanda. Aussi, au vu des graves accusations pesant à votre encontre, le CGRA n'estime pas crédible que vous ayez été libéré après avoir versé la somme de 200.000 francs rwandais (rapport d'audition du 20 janvier 2015, p.15). Ensuite, vous déclarez qu'en mars 2010, des grenades ont à nouveau été lancées sur la capitale rwandaise, ce qui a poussé les autorités à revenir à votre domicile. Vous dites qu'elles se sont présentées à trois reprises et en votre absence, ont procédé à l'arrestation de votre épouse (rapport d'audition du 20 janvier 2015, p.16). Or, il convient de relever que vos propos contredisent ceux de votre épouse qui affirme que les autorités ne se sont présentées qu'à deux reprises avant de procéder à son arrestation (rapport d'audition de [M. O.] du 20 janvier 2015, p.12). De plus, interrogé sur les chefs d'accusation pesant sur vous, vous répondez que les autorités vous reprochaient d'avoir reçu les grenades de Madame Ingabire et ont arrêté votre épouse. Vous poursuivez en expliquant qu'après l'arrestation de celle-ci, vous sentant recherché, vous avez décidé d'emménager à Muhima (rapport d'audition du 20 janvier 2015, p.16). Or, le CGRA estime qu'il est invraisemblable qu'accusé de faits aussi graves ayant trait au terrorisme, les autorités se soient contentées de placer votre femme en détention trois jours et n'aient plus poursuivi les recherches vous concernant. De même, le CGRA estime qu'il n'est pas crédible que suite à la libération de votre épouse, vous ayez vécu à Muhima jusqu'au mois d'octobre 2010 sans le moindre problème en pouvant vous déplacer dans la ville en totale liberté (idem, p.16-17). Votre explication selon laquelle les autorités n'avaient pas de preuves contre vous et que, par conséquent, elles ne pouvaient pas vous garder en détention ne peut inverser ce constat. En effet, il ressort de vos propos que vous n'avez pas fait l'objet d'une arrestation après que des grenades aient été lancées sur la ville en mars 2010 et qu'aucune instruction n'a été lancée à votre sujet en vue de récolter des preuves. Le peu d'intérêt porté à votre personne par les autorités rwandaises dément la gravité des accusations dont vous dites avoir fait l'objet. Toujours à ce propos, il convient de relever que votre fille [S. T.] déclare qu'après avoir été relâché, vous avez passé quelques jours chez une cousine à Muhima mais elle précise que vous êtes ensuite rentré à votre domicile. Elle ne mentionne à aucun moment avoir déménagé vers Muhima et précise au contraire que vous avez réintégré votre domicile et abandonné vos activités pour les FDU (audition de Tony Sebahire du 20 janvier 2015, p. 7-9). Or, il ressort de vos propos que votre famille vous y a pourtant rejoint (rapport d'audition du 20 janvier 2015, p.16 et p.19-20). Cet élément fait peser une lourde hypothèque sur la réalité de votre déménagement et partant, sur les recherches dont vous auriez fait l'objet et qui auraient conduit à la détention de votre épouse et à ce que vous alliez vivre dans une autre commune. Dans le même ordre d'idées, il ressort de vos propos que votre épouse et vous-même avez obtenu un visa pour la France en octobre 2010 et que vous avez voyagé en traversant les frontières en toute légalité dans le but de vous rendre au baptême de votre petit fils. A nouveau, le CGRA estime qu'il est invraisemblable que soupçonné de terrorisme et de détention de grenades, les autorités rwandaises vous laissent voyager sans encombres (rapport d'audition du 20 janvier 2015, p.17-19). Confronté à cette invraisemblance, vous réitérez votre explication selon laquelle les autorités n'avaient pas de preuves et ne pouvaient donc rien faire, explication peu convaincante au vu de la gravité des faits qui vous étaient reprochés. Encore, vous affirmez qu'à votre retour de France le 14 octobre 2010, des agents de la sécurité ainsi que des policiers se présentent à votre domicile de Muhima et procèdent à la fouille de votre valise. Vous êtes accusé d'avoir ramené des grenades de France ainsi que des lettres d'opposants politiques à remettre à Madame Ingabire (rapport d'audition du 20 janvier 2015, p.19 et p.22). Vos valises sont ainsi fouillées et vos passeports et téléphone sont confisqués. Or, dans ces circonstances et au vu de la gravité des accusations, le CGRA n'estime à nouveau pas crédible que vous n'ayez été arrêté que le 8 décembre 2010 (rapport d'audition du 20 janvier 2015, p.22). Ce constat est d'autant plus fort que vous ne relatez aucun fait particulier qui pourrait expliquer que les autorités se décident à vous arrêter le 8 décembre 2010 et pas auparavant. Interrogé à ce sujet, vous dites que vous étiez accusé de soutenir les FDU et de chercher des adeptes. Confronté au fait que ces accusations sont déjà portées à votre encontre en janvier 2010 et que, pire encore, vous êtes accusé d'avoir lancé des grenades sur la ville, vous répondez que les adeptes des FDU n'ont commencé à être poursuivis qu'en octobre 2010. Or, votre réponse n'explique nullement pourquoi les autorités, dans ce contexte, attendent le mois de décembre 2010 pour vous arrêter, toujours sans dossier selon vous (idem, p.23). De surcroît, vous déclarez être sorti de détention le 14 décembre 2010 après que votre ami ait payé une somme importante d'argent. Vous poursuivez en disant que celui-ci vous a obtenu un laissez-passer et que vous avez quitté le pays muni de celui-ci en date du 26 décembre 2010 (rapport d'audition du 20 janvier 2015, p.13). Or, il convient tout d'abord de relever que votre laissez passer est valable du 21 juin 2010 au 22 juin 2011 (rapport d'audition du 20 janvier 2015, p.23 ; voir document versé à la farde verte). Ainsi, ce document contredit vos déclarations selon lesquelles votre ami vous l'aurait obtenu lors de votre sortie de prison. Confronté à cette invraisemblance, vous n'apportez aucune réponse vous limitant

à dire que vous ne savez pas comment il a procédé mais que vous avez dû le signer à la maison. Aussi, le CGRA n'estime pas vraisemblable qu'après avoir été libéré par corruption et chargé d'accusation si graves, vous preniez le risque de traverser les frontières légalement. Le fait que vous n'ayez pas été inquiété lors de votre passage dément à nouveau la gravité des faits qui vous étaient, selon vous, reprochés. Votre explication selon laquelle votre dossier n'avait pas été transmis au parquet et que, pour cette raison, vous ne faisiez pas l'objet de recherches, ne peut inverser ce constat tant elle est dénuée de sens. Par ailleurs, vous affirmez que votre frère a été assassiné après qu'il se soit entretenu avec le secrétaire général des FDU sur la méthode à utiliser pour transmettre de l'argent à Madame Ingabire se trouvant en prison. Tout d'abord, il convient de relever que vous ne déposez aucun commencement de preuve en ce qui concerne le décès de celui-ci. Confronté à cela, vous expliquez qu'au Rwanda, c'est l'hôpital qui délivre un acte de décès et que votre frère n'étant pas mort dans un hôpital, un tel document ne peut vous être remis (rapport d'audition du 20 janvier 2015, p.22). Or, cette explication n'est nullement convaincante dans la mesure où un registre des décès doit être tenu dans les communes. Ensuite, il convient de relever que vous ignorez la date de l'enterrement de votre frère (ibidem). Enfin, votre fille [S. T.] déclare que votre frère a été enterré à Gisozi tandis que vous affirmez qu'il a été enterré à Gacuriro. En outre, alors que [S. T.] dit vous avoir attendu au domicile de votre oncle durant l'enterrement, vous soutenez qu'elle est restée à votre domicile de Muhima (rapport d'audition du 20 janvier 2015, p.21, rapport d'audition de [S. T.] du 20 janvier 2015, p.). De telles contradictions empêchent de croire à l'assassinat de votre frère.

Troisièmement, les documents que vous déposez ne peuvent rétablir la crédibilité défailante de votre récit. La copie de votre permis de conduire constitue un indice tendant à prouver votre identité et votre nationalité, sans plus. La copie de votre laissez passer atteste tout au plus du fait que vous avez traversé la frontière ougandaise légalement en date du 26 décembre 2010, ce qui n'est pas contesté par la présente décision. Par contre, ce document mentionne qu'il est valable à partir du 21 juin 2010, ce qui contredit vos déclarations selon lesquelles vous l'auriez obtenu par l'intermédiaire d'un ami en décembre 2010. Le témoignage de Monsieur Twagiramungu, témoignage dont l'auteur n'est pas formellement identifié par la copie de sa carte d'identité, atteste du fait que vous avez soutenu sa candidature pour l'élection présidentielle de 2003. Il ne fait par contre nullement état de problèmes que vous auriez rencontrés et qui auraient été liés à vos activités, ce qui conforte le CGRA dans sa conviction que vos allégations ne sont pas le reflet de la réalité. Par ailleurs, s'il relate les problèmes dont vous auriez été victime à votre retour de France en octobre 2011, il convient de souligner qu'il n'a pas été témoin de ceux-ci et qu'il ne base ses assertions que sur les dires de ses collaborateurs dont il ne mentionne pas le nom. De surcroît, si Monsieur Twagiramungu affirme que les personnes qui ont soutenu sa candidature n'ont plus leur place au Rwanda, le CGRA tient, quant à lui, à rappeler qu'après les élections présidentielles de 2003, vous avez encore vécu au Rwanda sept ans sans connaître le moindre problème. Quant à la carte émanant des FDU-Inkingi, force est de constater qu'il s'agit d'un document qui se limite à relater le retour de Madame Ingabire au Rwanda. Rien n'indique que vous étiez détenteur de tels documents en vue de les distribuer, ce document n'attestant nullement de votre rôle de sensibilisation dans ce parti. Enfin, le document médical que vous déposez n'établit pas les circonstances à l'origine de vos traumatismes physiques et psychiques, de sorte qu'aucun lien ne peut être fait avec votre récit d'asile.

Au vu de ce qui précède, le Commissariat général est dans l'impossibilité de conclure qu'il existe, en votre chef, une crainte de persécution au sens défini par la Convention de Genève de 1951 ou l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire. Cette décision a été confirmée par le Conseil du contentieux des étrangers dans son arrêt n°15 779 du 4 septembre 2015. Cet arrêt concerne également la demande d'asile de votre mère ([M. O.], CG; [...]) et celle de votre sœur ([S. T.]; CG [...]). Votre père n'a pas souhaité introduire de seconde demande, ce qui tend à confirmer le constat rendu par le Commissariat général et le Conseil du contentieux des étrangers sur l'absence de crédibilité des faits allégués.

Le Commissariat général constate par ailleurs que vous n'ajoutez aucune crainte personnelle à l'appui de votre demande d'asile (Audition du 14.02.2017). Il souligne que vous n'avez jamais été impliqué dans quelconques activités politiques et constate que vous n'êtes absolument pas informé au sujet des principaux partis d'opposition rwandais (idem, Pages 5, 6 et 7). Vous êtes ainsi incapable de préciser ce que signifient les initiales du nom FDU. Vous ne pouvez pas plus détailler les principales idées défendues par ce parti. Enfin, vous ignorez le nom des autres partis d'opposition rwandais (ibidem). Pour le surplus, le Commissariat général rappelle que vous n'avez personnellement jamais été inquiété au Rwanda (idem, Page 7).

Au vu du lien causal direct entre les faits invoqués par votre père, [S. L.], et les faits que vous avez invoqués, et dès lors que le Commissariat général et le Conseil du contentieux des étrangers ont considéré ces faits non établis, il n'est pas permis de croire que vous-même soyez recherché par vos autorités nationales pour les mêmes raisons. Considérant donc que votre demande d'asile est liée à celle de votre père, l'existence d'une crainte fondée de persécution au sens de l'art.1er, par A, al.2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou d'un risque réel que vous subissiez des atteintes graves telles que définies dans le cadre de la protection subsidiaire ne peut être établie dans votre chef.

Quant aux documents produits à l'appui de votre seconde demande d'asile (sic), ils ne permettent pas de renverser ce constat. Ainsi, concernant L (sic) 'avis de recherche au nom de votre père, il convient d'emblée de souligner que cette pièce est rédigée sur une feuille blanche. Le sceau de la République rwandaise qui est y apposé est flou et illisible, ce qui rend ce document facilement falsifiable. De plus, ce document ne mentionne aucunement les dispositions légales se référant aux accusations portées à l'encontre de votre père, invraisemblable sur un document de cette nature. Par ailleurs, il convient de relever qu'alors que ce document est daté du 09/06/2015 sur l'original déposé au dossier de votre sœur [S. T.], aucune date n'y est apposée sur la copie de ce document déposé au dossier de votre mère. Cela porte à croire que la date de ce document y a été rajoutée, ce qui apparaît clairement sur le document original. Ces éléments empêchent de considérer ce document comme authentique. Quoi qu'il en soit, l'avis de recherche date de 2015 alors que votre père a quitté le Rwanda et introduit une demande d'asile en Belgique en 2011, soit quatre ans avant l'émission de ce document. Il n'est pas vraisemblable que les autorités rwandaises fasse preuve d'un tel manque de diligence, d'autant au regard des accusations alléguées pesant sur votre père. Au vu de ces éléments ce document ne peut se voir accorder aucune force probante. S'agissant de l'original de l'acte de décès au nom de [N. P.], le frère de votre père, il ne mentionne pas les circonstances du décès survenu en novembre 2011. Dès lors, au vu de vos déclarations et de celles de vos parents jugées non crédibles, ce document ne peut à lui seul attester du fait que votre oncle aurait été assassiné par vos autorités nationales. Le même constat s'impose concernant l'original de l'acte de décès de [R. R.], personne qui aurait aidé votre père à fuir en Ouganda, et ce d'autant plus que le document mentionne son décès en mars 2013, soit deux ans après le départ de votre père du Rwanda. Pour l'ensemble de ces éléments, le Commissariat général estime que ces deux documents ne permettent pas plus de restaurer la crédibilité défailante de votre récit.

En conclusion de l'ensemble de ce qui a été relevé supra, le Commissariat général constate qu'il reste dans l'ignorance des motifs réels pour lesquels vous avez quitté votre pays et introduit la présente requête. Il est dès lors dans l'impossibilité de conclure à l'existence, en ce qui vous concerne, d'une crainte fondée de persécution au sens de l'article 1er, paragraphe A, alinéa 2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951. De plus, vous n'êtes pas parvenu à rendre crédible l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire, à savoir la peine de mort ou l'exécution ; la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. La requête

2.1. Dans sa requête introductive d'instance, la partie requérante confirme l'exposé des faits figurant dans la décision attaquée.

2.2. Elle prend un moyen unique « de la violation de

- de l'article 1^{er}, A, 2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle que modifiée par le Protocole de New York de 31 janvier 1967, et des articles 48/3, 48/4, 48/6 et 48/7 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, à la lumière de la directive 2011/95/EU du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection

internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (ci-après Directive qualification « refonte ») ;

- de l'article 57/6/2 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;
- des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;
- du principe de bonne administration et le devoir de minutie ;
- du principe général de droit de l'autorité de la chose jugée, également consacré par l'article 19, al. 2 du Code judiciaire ».

2.3. Elle conteste en substance la pertinence des motifs de la décision litigieuse au regard des circonstances particulières de la cause.

2.4. En conclusion, elle demande au Conseil, à titre principal, de réformer « *la décision de refus de prise en considération prise par la partie [défenderesse] en date du 23 mai 2017 et notifiée au requérant par un courrier daté du 24 mai 2017* » et, en conséquence de « *lui reconnaître le statut de réfugié* ». A titre subsidiaire, elle sollicite de « *lui octroyer le statut de protection subsidiaire* ». A titre infiniment subsidiaire, elle postule l'annulation de « *la décision attaquée* ».

3. Les remarques préliminaires

3.1. Le Conseil observe que dans le dispositif de sa requête en reformation, la partie requérante demande de reformer « *la décision de refus de prise en considération prise par la partie [défenderesse] en date du 23 mai 2017* ». Or, au vu de l'objet du recours tel que renseigné dans la requête introductive (v. requête, p. 1), la partie requérante entend introduire le présent recours contre la décision de « *refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire, prise par la partie [défenderesse] en date du 23 mai 2017* ». De plus, l'acte annexé à la requête porte l'intitulé de « *décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire* ». Si l'énoncé figurant au dispositif du recours est inadéquat, l'objet de celui-ci recours n'en est pas moins clairement exposé de sorte que ledit dispositif s'il est inadéquat, ne porte pas à conséquence.

3.2. Le Conseil observe également que la partie requérante invoque dans son unique moyen la violation de l'article 57/6/2 de la loi du 15 décembre 1980 mais n'explique pas en quoi cette disposition aurait été violée. Dès lors, le moyen est irrecevable quant à ce.

4. L'examen des recours

4.1.1. L'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, l'établissement, le séjour et l'éloignement des étrangers (ci-après, la « *loi du 15 décembre 1980* ») dispose que « *Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1^{er} de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967* ».

4.1.2. En vertu de l'article 1^{er}, section A, paragraphe 2, premier alinéa, de la convention relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951 et entrée en vigueur le 22 avril 1954 [Recueil des traités des Nations unies, vol. 189, p. 150, n° 2545 (1954), ci-après la « *convention de Genève* »], telle que complétée par le protocole relatif au statut des réfugiés, conclu à New York le 31 janvier 1967, lui-même entré en vigueur le 4 octobre 1967, le terme « *réfugié* » s'applique à toute personne qui, « *craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner* ».

4.1.3. Il ressort de l'article 1^{er} de la Convention de Genève que le demandeur d'asile doit craindre « *avec raison* » d'être persécuté. Il s'ensuit que le demandeur ne doit pas seulement éprouver une crainte, mais que celle-ci doit être évaluée en tenant compte de conditions objectives (C.E., 19 mai 1993, n° 43.027, R.A.C.E. 1993. v. aussi C.C.E., 14 septembre 2007, n° 1725 ; C.C.E., 14 décembre 2007, n° 5024 ; C.C.E., 10 septembre 2010, n° 47.964). L'autorité examine dans chaque cas sur la base des

déclarations du demandeur d'asile et des circonstances de la cause, l'existence des persécutions visées par la Convention et le bien-fondé des craintes du demandeur d'asile. En effet, il ne suffit pas d'alléguer des craintes de persécutions pour se voir reconnaître la qualité de réfugié, en application de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, mais encore faut-il en établir l'existence (C.E., 10 janvier 2013, n° 221.996). La loi n'établit pas un mode spécial de preuve dans le cadre de la reconnaissance de la qualité de réfugié. La preuve en matière d'asile peut donc s'établir par toute voie de droit. Il revient cependant à l'autorité compétente et à la juridiction de fond d'apprécier en fait, dans chaque cas, la crédibilité des déclarations d'un demandeur d'asile et la valeur probante des documents produits (v. par ex., C.E., 19 novembre 2013, n° 225.525).

4.1.4. L'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 énonce que le « *statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut bénéficier de l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées au § 2 [...]* ». Selon le paragraphe 2 de l'article 48/4 de la loi, « *sont considérés comme atteintes graves : a) la peine de mort ou l'exécution ; ou b) la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; ou c) les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ».

4.1.5. Dans le cadre d'un recours en plein contentieux, le Conseil jouit d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « *soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général [...], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. [...]. Le Conseil [...] peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général [...] soit la réformer [...]* » (v. Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 51 2479/001, p. 95 et 96).

4.2. La décision attaquée rejette la demande d'asile du requérant en raison de l'absence de crédibilité de son récit et de documents probants.

4.3. La partie requérante conteste la motivation de la décision attaquée au regard des circonstances de fait de l'espèce et des documents produits par elle. Elle estime en substance que ladite décision est motivée de manière inadéquate. Elle pointe « *une erreur manifeste d'appréciation* » dans le chef de la partie défenderesse.

4.4. En contestant la pertinence de la motivation de la décision attaquée, la partie requérante reproche, en réalité, à la partie défenderesse d'avoir fait une évaluation incorrecte de la crédibilité du récit produit à l'appui de la demande d'asile. A cet égard, le Conseil rappelle que le principe général de droit selon lequel « *la charge de la preuve incombe au demandeur* » trouve à s'appliquer à l'examen des demandes d'asile (HCR, Guide des procédures et critères pour déterminer le statut de réfugié, Genève, 1979, p.51, §196). Si, certes, la notion de preuve doit s'interpréter avec souplesse dans cette matière, il n'en reste pas moins que c'est au requérant qu'il incombe de convaincre l'autorité qu'il remplit effectivement les conditions pour bénéficier du statut qu'il revendique.

4.5. L'obligation de motivation de la partie défenderesse ne la contraint, par conséquent, pas à démontrer l'existence d'éventuelles déclarations mensongères ou contradictoires, mais bien à exposer les raisons pour lesquelles le requérant ne l'a pas convaincue qu'il craint avec raison d'être persécuté ou qu'il existe de sérieux motifs de croire qu'il encourrait un risque réel de subir des atteintes graves s'il était renvoyé dans son pays d'origine.

4.6. Le Conseil se rallie aux motifs de la décision entreprise (à l'exception de celui relatif l'omission par le sieur S. L. d'introduire une seconde demande d'asile, cette omission est explicable par plusieurs raisons plausibles) et estime que ceux-ci se vérifient à la lecture du dossier administratif et sont pertinents. L'appréciation que la partie défenderesse porte sur les documents produits au dossier ne souffre d'aucune erreur d'appréciation. La partie requérante n'apporte dans sa requête aucune critique satisfaisante sur les motifs jugés pertinents et vérifiés de la décision attaquée.

4.7. Ainsi, la partie requérante critique la référence faite par la partie défenderesse à la décision prise à la suite de l'examen de la demande d'asile de son père. Elle estime que ce faisant la partie

défenderesse a omis de prendre en compte aux fins d'examen les dépositions du requérant devant les services de la partie défenderesse de sorte qu'elle viole l'article 48/6 de la loi du 15 décembre 1980.

L'argumentaire de la partie requérante ne peut être suivi. Le Conseil observe que la partie défenderesse ne s'est pas contentée de se référer à la décision du père du requérant mais a également examiné si le requérant pouvait avoir de craintes personnelles à l'appui de sa demande. Une lecture attentive du rapport d'audition de la partie défenderesse permet de se rendre compte de la méticulosité de cette dernière et de son souci à vouloir cerner les besoins de protection auxquels le requérant pourrait prétendre (v. dossier administratif, pièce n°6, rapport d'audition du 14 février 2017, p. 7). Le moyen en cet aspect manque en fait.

4.8.1. Ainsi encore, s'agissant de l'avis de recherche émis à l'endroit du père du requérant, la partie requérante s'interroge sur l'expertise dont dispose la partie défenderesse pour pouvoir établir que ce document ne serait pas authentique. Elle argue qu'« *Aucun élément du dossier administratif ne permet de considérer que la partie défenderesse se serait renseignée quant au formalisme auquel à (sic) recours la police de Gasabo pour l'émission d'avis de recherche, et si les mentions citées par la partie défenderesse seraient obligatoires* ».

Quant au vice sur le plan formel affectant ce document (dont l'original porte la date d'émission mais la copie n'en porte pas), la partie requérante explique qu'« *Il est exact qu'il existe une différence entre les deux versions de ce document. Cet avis de recherche avait initialement été envoyé par mail à un membre de la famille des requérants résidant en Belgique. Constatant que le document n'était pas daté, cet ami a fait état de cette lacune au membre de la famille [S.] lui ayant adressé depuis le Rwanda. L'original qui a été adressé a ainsi apparemment été complété par les autorités, pour mentionner une date d'émission. Madame [M. = la mère du requérant], qui ne disposait pas de copie du document déposé par ses enfants, a ainsi déposé la version scannée précédemment, qui était incomplète* ».

Le Conseil ne peut suivre cette argumentation. S'agissant du motif lié à l'absence de mention des dispositions pertinentes dans l'avis de recherche vanté, la partie requérante – qui se contente de reprocher à la partie défenderesse l'absence d'information sur le formalisme entourant l'émission des avis de recherche – n'apporte en définitive aucun éclaircissement sur les objections formulées par la partie défenderesse. Il convient de rappeler que le principe général de droit selon lequel « *la charge de la preuve incombe au demandeur* » trouve à s'appliquer à l'examen des demandes d'asile. Si, certes, la notion de preuve doit s'interpréter avec souplesse dans cette matière, il n'en reste pas moins que c'est à la personne prétendant à la qualité de réfugié ou, à défaut, au bénéfice de la protection subsidiaire qu'il incombe de convaincre l'autorité qu'elle remplit effectivement les conditions pour bénéficier du statut qu'elle revendique. Le Conseil observe par ailleurs que la partie requérante reconnaît que le document produit en original est daté du 9 mai 2015 alors que le même document produit en copie ne porte aucune date. L'explication qu'elle donne de cette incohérence ne convainc pas le Conseil. Le Conseil ne peut que constater que cette pièce est dépourvue de valeur probante pour établir, à elle seule, l'existence matérielle du fait allégué.

4.8.2. Ainsi encore, en ce qui concerne les documents attestant des décès de sieurs R. R. et N. P., la partie requérante soutient que ces documents confirment à tout le moins leur décès, contesté par le Conseil de céans lors de la première procédure d'asile des membres de famille du requérant.

Pour sa part, le Conseil observe que s'il est vrai que ces documents attestent du décès des personnes précitées, il convient cependant de constater qu'ils ne mentionnent pas les circonstances de leur décès de sorte que le Conseil ne peut s'assurer avec un minimum de certitude que le décès de ces personnes est en réalité une exécution imputable aux autorités du pays d'origine. Il en est d'autant plus ainsi que les dépositions des membres de la famille du requérant ont été jugées non crédibles par le Commissaire général et par le Conseil de céans.

4.8.3. Ainsi encore, quant à l'attestation psychologique du 10 avril 2015, la partie requérante déplore le fait qu'aucune référence n'est faite à ce document et doute que la partie défenderesse ait examiné ledit document. Or, ce document permet d'expliquer certaines contradictions relevées dans le cadre des premières demandes d'asile des membres de la famille du requérant.

A cet égard, le Conseil constate que la décision attaquée est prise en faisant largement référence à la décision de « *refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire* » prise par la partie défenderesse à l'encontre du père du requérant en date du 30 janvier 2015. Si la partie défenderesse

oublie de mentionner les motifs de l'arrêt du Conseil saisi d'un recours contre la décision précitée, le Conseil observe que celle-ci est citée (bien qu'avec une référence erronée en p.6 de la décision attaquée lire arrêt n°151.779 et non 15 779 comme mentionné). Or, il convient de constater que l'arrêt n°151.779 rencontrait le dépôt par le père du requérant de l'attestation psychologique du 10 avril 2015 de sorte qu'il ne peut être reproché à la partie défenderesse de n'avoir fait aucune référence à ce document.

Le Conseil observe aussi que cette attestation psychologique du 10 avril 2015 était relativement peu circonstanciée et pose la question, sans la résoudre, de savoir si le sieur S. L. ne présente pas les signes de l'existence des premiers stades de confusion mentale liés à une éventuelle démence sénile. Il observe que la partie requérante n'apporte pas d'attestation psychologique plus récente et/ou plus détaillée de nature à confirmer ou à étoffer les constats de l'attestation précitée du 10 avril 2015.

Ensuite, il convient de constater que s'il est vrai que le père du requérant est âgé de plus de septante ans et qu'il est possible, vu son âge, que certains souvenirs soient expliqués de façon moins précise, il n'en demeure pas moins que le seul âge du père de requérant et la mention, dans l'attestation, de « *confusion mentale* » dans son chef ne peuvent pas suffire à expliquer valablement les objections sérieuses formulées par la partie défenderesse, notamment les méconnaissances importantes émaillant ses déclarations au sujet des FDU, le fait qu'il ne soit pas inquiet durant sept ans, les inconsistances relatives au RDI, les contradictions relevées entre ses déclarations et celles des autres membres de sa famille et les différentes invraisemblances parsemant son récit. Ainsi, le Conseil ne met pas en cause le fait que le père du requérant puisse souffrir de « *reviviscences traumatiques* » mais considère, à la lecture de l'ensemble des déclarations du père du requérant devant les services de la partie défenderesse, qu'aucun élément ne permet d'estimer que son état cognitif l'aurait empêché de répondre en toute connaissance de cause aux différentes questions qui lui ont été adressées.

4.8.4. Enfin, la partie requérante invoque également l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980. Conformément à cet article, le fait qu'un demandeur a déjà été persécuté dans le passé ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes est considéré comme un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves, sauf s'il existe de bonnes raisons de penser que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas. En l'espèce, la disposition légale ne trouve pas à s'appliquer dans la mesure où le Conseil considère que la partie requérante n'établit pas avoir été persécutée.

De même, en ce que la partie requérante invoque l'article 48/6 de la même loi, le Conseil considère que, pour autant que la partie requérante le solliciterait, le bénéfice du doute ne peut lui être accordé. En effet, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés recommande d'accorder le bénéfice du doute à un demandeur si son récit paraît crédible (Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève, 1979, réédition, 1992, § 196) et précise que le « *bénéfice du doute ne doit être donné que lorsque tous les éléments de preuve disponibles ont été réunis et vérifiés et lorsque l'examineur est convaincu de manière générale de la crédibilité du demandeur* » (Ibid., § 204). L'article 48/6 nouveau de la loi du 15 décembre 1980 stipule également que « *[l]orsque le demandeur d'asile n'étaye pas certains aspects de ses déclarations par des preuves documentaires ou autres, il sera jugé crédible et le bénéfice du doute lui sera accordé si les conditions cumulatives suivantes sont remplies : a) le demandeur d'asile s'est réellement efforcé d'étayer sa demande ; b) [...] une explication satisfaisante a été fournie quant à l'absence d'autres éléments probants ; c) les déclarations du demandeur d'asile sont jugées cohérentes et plausibles [...] ; [...] e) la crédibilité générale du demandeur a pu être établie* ». Le Conseil estime qu'en l'espèce ces conditions ne sont pas remplies, comme le démontrent les développements qui précèdent, et qu'il n'y a dès lors pas lieu d'octroyer au requérant le bénéfice du doute.

4.9.1. Dans la mesure où le Conseil estime que les faits invoqués par la partie requérante pour se voir reconnaître la qualité de réfugiés manquent de crédibilité, il n'aperçoit en l'espèce aucun élément susceptible d'établir, sur la base des mêmes événements, qu'il existerait de sérieux motifs de croire qu'en cas de retour dans leur pays d'origine, la partie requérante encourraient un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, a et b, de la loi du 15 décembre 1980.

4.9.2. Le Conseil constate que la partie requérante ne fournit pas le moindre élément ou argument qui permettrait d'établir que la situation qui prévaut actuellement dans son pays d'origine puisse s'analyser comme une situation de « *violence aveugle en cas de conflit armé* » au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980, ni qu'elle soit visée par cette hypothèse. En tout état de cause, le Conseil

n'aperçoit, dans le dossier administratif ou dans le dossier de procédure, aucune indication de l'existence de pareils motifs.

Dans une telle perspective, il n'est plus nécessaire d'examiner plus avant les autres motifs de la décision attaquée et les autres arguments de la requête, un tel examen ne pouvant en toute hypothèse pas induire une autre conclusion.

4.10. Au vu de ce qui précède, il apparaît que le Commissaire adjoint n'a pas fait une évaluation incorrecte du dossier dont il a été saisi. Il s'ensuit que la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi précitée du 15 décembre 1980, ni qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle encourrait en cas de retour dans son pays un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la même loi.

3.11. Le Conseil ayant conclu à la confirmation de la décision attaquée, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande d'annulation de la décision attaquée formulée dans la requête.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente-et-un octobre deux mille dix-sept par :

M. G. de GUCHTENEERE, président f.f., juge au contentieux des étrangers

Mme M. BOURLART, greffier.

Le greffier, Le président,

M. BOURLART

G. de GUCHTENEERE